

Le pétrole : un bien vital.

Les Carburants.

Le prix des carburants.

Compte-tenu des **taxes supportées par les carburants** en France, passer à la pompe revient à passer chez son percepteur pour payer ses impôts : **sur un plein de gazole à 40 euros**, vous acquittez 23 euros à l'Etat en taxes et vous donnez 17 euros au pompiste.

Les **23 euros de taxes** se décomposent en 16,4 euros de taxe intérieure sur les produits pétroliers (*la fameuse TIPP*), et 3,3 euros de TVA. Cela ne fait pas 23 euros ? C'est vrai. Car, à cela s'ajoute **l'une des taxes les plus délirantes** qui soit : 3,2 euros de TVA sur la TIPP que vous acquittez ! Un impôt (*la TVA*) sur l'impôt que vous payez (*la TIPP*). **Très fort !**

Sur les **17 euros payés au pompiste**, 3,2 euros de la marge de distribution servent à payer les 20.000 salariés du secteur de la distribution : *gérants de stations-service, chauffeurs de camions-citernes, ouvriers des dépôts pétroliers*. Il en reste une partie pour les profits de distribution.

- 1,4 euro paie les 20.000 salaires des employés des raffineries françaises. Cet 1,4 euro sert aussi à financer les investissements du raffinage. Dans le raffinage, les **profits** sont beaucoup plus substantiels que dans la distribution.
- Le pompon, ce sont les **12,4 euros** qui payent le pétrole brut. Sur cette somme, entre 1 et 2 euros remboursent l'extraction du pétrole brut du sous-sol d'Arabie Saoudite, ainsi que son acheminement par tanker jusqu'à la raffinerie. Le reste de la somme, soit le quart de votre facture à la pompe, **alimente la spéculation sur le prix du pétrole**. Une

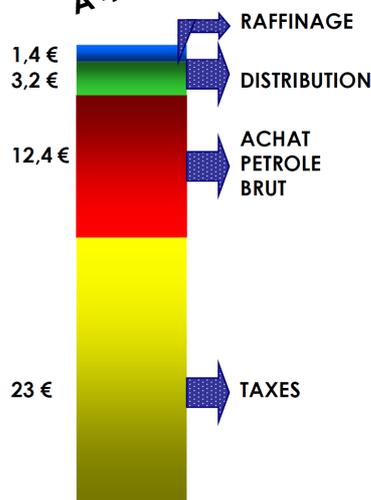
grande partie de cette somme finit dans la poche des actionnaires des groupes pétroliers, pour l'essentiel des fonds de retraite privés.

Les grandes compagnies pétrolières (*Total, Esso, Shell, BP*) sont des **compagnies intégrées**, c'est-à-dire qu'elles opèrent depuis l'extraction du pétrole brut jusqu'à la distribution de carburants à la pompe. Ainsi, elles captent les profits à chaque étape de la chaîne. Les profits les plus énormes, sont ceux réalisés dans l'extraction et la vente de **pétrole brut** (*les 12,4 euros*).

Ce secteur est appelé **l'amont** pétrolier. Les profits de l'amont constituent les trois quarts des profits d'une compagnie pétrolière.

Ainsi, plus le prix du pétrole est élevé, plus les profits sont importants. **Les compagnies pétrolières sont les premières bénéficiaires d'un pétrole élevé.**

SUR UN PLEIN DE GAZOLE A 40 EUROS



Les stations-service.

Une ancienne **loi de 1928 sur le pétrole** donnait un monopole à l'Etat pour décider la quantité de pétrole qui entrait en France, quelle raffinerie le traitait, la répartition des carburants sur le territoire national en fonction des besoins, et surtout, fixait le prix des carburants par décret.

Les compagnies pétrolières n'ont eu de cesse de faire **abroger cette loi** qui les mettait sous contrôle public, ce qu'elles ont obtenu en 1982, pour disaient-elles, faire jouer une "saine" concurrence, ce qui **devait faire baisser les prix**.

Le résultat le plus tangible a été la **baisse considérable du nombre de stations-service** en France : on est passé de 40.000 stations-service à 12.500 aujourd'hui, grandes surfaces comprises ! Si bien qu'aujourd'hui, il y a en France deux fois moins de stations par km² qu'en Allemagne, quatre fois moins qu'en Belgique.

Quant à l'effet bénéfique de la concurrence sur les prix des carburants, on le cherche encore.



Une raffinerie, c'est quoi ?

Une raffinerie est une usine où l'on transforme le pétrole brut en de nombreux produits, qui sont **indispensables à notre vie moderne**. Les salariés qui travaillent dans une raffinerie ne sont pas des **pollueurs**, comme veut le faire croire Total avec sa raffinerie des Flandres aujourd'hui. Ils en seraient d'ailleurs les premières victimes. **Les salariés du raffinage travaillent à fabriquer des produits dont nous avons tous besoin.**

Les produits qui sortent des raffineries se répartissent comme suit : 50 % vont aux carburants auto ; 30 % sont constitués de fuel domestique (*pour les chaudières au fuel*) et de fuel lourd (*qui est exporté hors d'Europe pour alimenter des centrales électriques*) ; 10 % se partagent entre le carburant aviation (*kérosène*) et les bitumes, destinés à la fabrication et l'entretien des routes ; les 10 % qui restent sont du GPL, des huiles et des bases pour la pétrochimie.

Une raffinerie ne peut devenir **dangereuse ou polluante** que si la compagnie pétrolière décide de réduire les investissements et les emplois pour grossir les **profits**.

Et les biocarburants ?

Les biocarburants n'ont rien de "bio", **leur écobilan est désastreux**, il vaut mieux les appeler les **agro carburants**. Pour alimenter les besoins énergétiques mondiaux en agro carburants, il faudrait trois fois plus de terres arables qu'il n'en existe sur notre planète. Ces carburants qui resteront d'appoint, concurrencent la culture de subsistance dans les pays pauvres : **un plein de voiture exige 200 Kg de céréales**, soit une ration humaine pendant un an.

Le raffinage de pétrole.

Les réserves de pétrole.

Le pétrole est une roche liquide, issue de la transformation extrêmement lente de matières végétales. Ce produit d'une richesse incomparable est inégalement réparti sur la planète, contrairement au charbon. En France, les réserves de pétrole sont inexistantes ou presque.

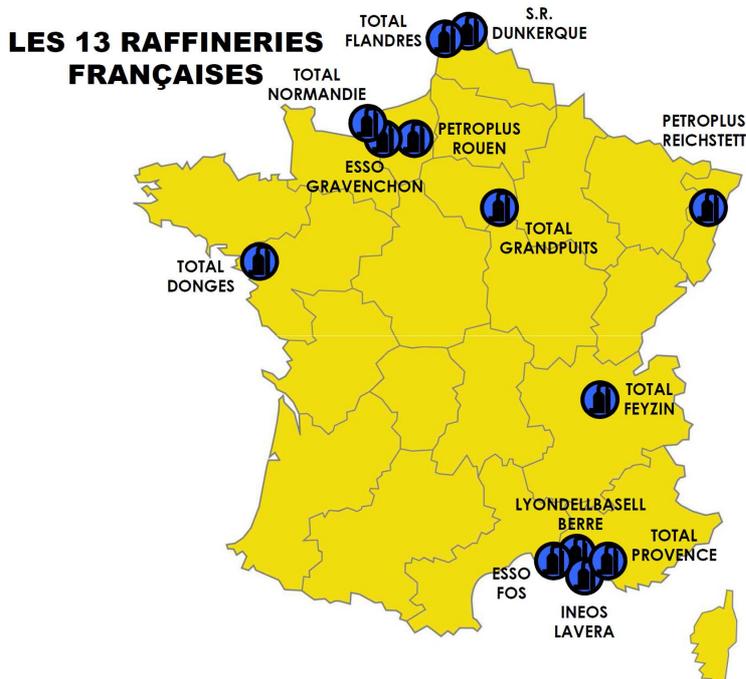
Les trois organes de référence qui mesurent les **réserves pétrolières** avancent des données équivalentes, comprises entre 1000 et 1250 milliards de barils, soit **40 ans** de consommation. A cela s'ajoutent les réserves non encore découvertes, évaluées à 40 années supplémentaires, auxquelles il faut adjoindre les pétroles non conventionnels, de type sables bitumineux canadiens, représentant 20 ans de consommation.

Certes, un jour, il n'y aura plus de pétrole. Mais le montant des réserves n'influe en rien **le cours du pétrole brut** qui dépend de données géopolitiques et à 80 % de **la spéculation**.

Y a-t-il trop de raffineries ?

La consommation française de pétrole est de 85 Mt (*millions de tonnes*) en moyenne.

La transformation du pétrole importé (*il n'y a quasiment pas de pétrole dans le sous-sol national*) est assurée par les **raffineries**. La France compte 13 raffi-



dépassent le PIB de nombreux pays, pendant que plus d'un tiers de la population du globe n'a accès à aucune autre source d'énergie que le bois de chauffe.

Les compagnies privées ne répondent pas aux besoins. Il est nécessaire de mettre sous contrôle public, de socialiser le secteur pétrolier. Ceci n'est pas utopique, c'est déjà le cas dans la plupart des pays.

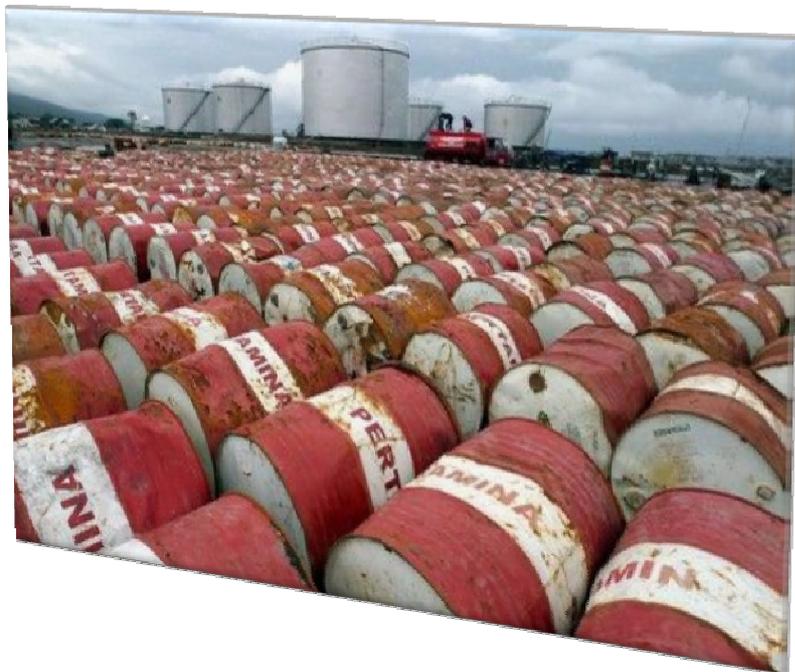
En France, si les actionnaires de Total ne sont plus intéressés par le raffinage, comme à la raffinerie des Flandres, l'État doit jouer son rôle. L'État français, c'est-à-dire nous, les contribuables, avons débloqué des centaines de milliards d'euros pour les banquiers, et ce serait "zéro" pour mettre sous contrôle public nos industries ?

Nous avons besoin de toutes nos raffineries, une faible partie des méga profits pétroliers suffira pour investir dans l'adaptation de l'outil.

L'État doit également jouer son rôle en rétablissant un contrôle beaucoup plus étroit sur le raffinage et la distribution dans notre pays : fixation du prix des carburants, comme c'est le cas outre-mer, répartition du pétrole à traiter, réglementation des investissements, tutelle publique des capacités portuaires, des tankers (qui ne doivent pas être des navires poubelles comme l'Erika) et des réseaux de pipelines. Le raffinage ne doit pas être utilisé pour générer des profits mais pour répondre aux besoins de la population française.

La fiscalité sur les carburants doit baisser, c'est l'impôt le plus injuste. Il touche notamment ceux qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler.

Cette mesure peut facilement être compensée par



d'autres mesures : relèvement du taux d'imposition sur les bénéficiaires des entreprises, levée du bouclier fiscal, rétablissement de la taxe professionnelle.

Dans un cadre plus large, une réflexion doit s'ouvrir sur l'utilisation du pétrole. Le brûler dans les moteurs ou les centrales énergétiques constitue un formidable gâchis. Tous les scénarios, y compris les plus "écologistes", prévoient que d'ici à 2030, la production mondiale d'énergie sera toujours aux deux tiers d'origine fossile (pétrole, gaz, charbon).

Il est possible de faire autrement, mais cela nécessite un débat public et des mutations : politique de développement des transports publics bon marché, aménagement du territoire, utilisation raisonnée du pétrole comme matière première et non comme énergie, ainsi qu'au final, une autre répartition des richesses créées.

Nous devons choisir dans quelle société nous désirons vivre : une société basée sur l'entreprise et ses profits pour une poignée de privilégiés, ou bien une société au centre de laquelle se trouve l'Homme et la réponse à ses besoins.

NB : Nos sources : Union Française des Industries Pétrolières, Direction des ressources énergétiques et minérales, Comité des constructeurs français d'automobiles, France nature environnement, Agence internationale de l'énergie, Institut national de la statistique et des études économiques.

